

Les municipales de 2014 préparent les régionales de 2015

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

10 janvier 2014

Dès mars, il y aura les municipales, l'élection qui attire le plus grand nombre d'électeurs en Guadeloupe. Mais cette fois ce scrutin ne sera pas seulement un enjeu local. Il risque aussi de conditionner l'élection du

conseil régional de 2015. Explications.

2014 s'annonce comme une offrande pour la classe politique et pour tous ceux qui rêvent d'accéder à ce cercle tant convoité. Le principal rendez-vous se situe en mars et c'est tout de suite le paquet avec les élections municipales. Scrutin particulièrement prisé en Guadeloupe, puisque c'est à cette occasion que les Guadeloupéens se déplacent le plus vers les urnes et à coup sûr ce sont les municipales qui donnent lieu aux campagnes les plus actives et les plus mouvementées. Bien sûr, les enjeux sont d'abord municipaux c'est-à-dire localisés. Cela vaut déjà son pesant de conférences épiques et autres joutes verbales savoureuses. Mais cette année les élections municipales préfigurent un enjeu encore plus grand. De fait, le départ est donné pour la compétition programmée de 2015 à savoir les élections régionales, même si personne ne sait encore comment sera organisée cette élection sous quelle forme et selon quelles règles. Mais chacun sait que c'est la maîtrise de cette collectivité qui détermine le véritable pouvoir local. Du coup, les candidats qui ont l'intention de conquérir cette collectivité seront attentifs aux résultats et changements de majorité. Du coup, ils préparent déjà an ba fèy leurs stratégies. Le principe c'est de savoir sur quelles forces localisées ils vont pouvoir compter le moment venu. Autant dire qu'avec les municipales de 2014 se prépare déjà l'échéance de 2015. Dans cette perspective, deux forces de gauche s'affrontent. Le PS bien sûr qui servira les intérêts de Victorin Lurel si ce dernier décide de revenir aux affaires en Guadeloupe et le GUSR qui en principe devrait servir les intérêts de Jacques Gillot. Mais c'est là que les choses se compliquent. Jacques Gillot aurait en maintes occasions manifesté son intention de ne plus aller au combat. Cela veut-il dire pour que le GUSR n'ait plus d'ambition politique d'envergure. Pas Sûr du tout. D'autant que, cela ne veut nullement dire qu'il n'y aurait pas d'affrontement GUSR/PS puisque les deux partis s'opposent sur la question de l'évolution statutaire et que le GUSR reste une force politique déployée sur la Guadeloupe puisqu'ayant des accointances avec la gauche alternative, le parti socialiste guadeloupéen (PSG) de José Toribio, ou tout simplement des convergences avec des personnalités politiques pas forcément encartées au GUSR. Par ailleurs, si la pierre d'achoppement se situe toujours au niveau de la question statutaire, une partie de la droite peut s'agglomérer au GUSR. Même s'il est vrai qu'à droite, il n'y a plus

grand monde. Et que dans ce qui reste de cette droite, beaucoup sont encore pour le statut-quo. La question du statut étant le principal point de discorde à droite et ayant fortement contribué à la faire éclater. Reste le PPDG qui a toujours affirmé vouloir sauter le pas vers une collectivité unique et une évolution statutaire, mais qui ne s'est jamais véritablement positionné contre le parti de Victorin Lurel. Quel choix va opérer le parti de Jacques Bangou ? Difficile aujourd'hui de se prononcer. Il faut dire que d'ici 2015 de l'eau aura coulé sous les ponts. Les alliances d'aujourd'hui pourraient bien ne pas être celles de demain. Pour clore le chapitre des élections il y a aura encore fin mai une joute électorale qui concerne les élections européennes. Mais pour être honnête ce n'est pas cette consultation qui va remuer des foules en Guadeloupe et sur le plan de l'échiquier politique cette élection ne va pas bouleverser grand-chose.

Hôtel de ville

Municipales 2014 : les villes où tout peut changer

L'année 2014 ne sera pas de tout repos pour certains maires dont le sort est sérieusement en balance pour ces élections municipales. Petit panorama des zones de combat. En tant que dernier bastion de la droite guadeloupéenne avec Saint-François, les élections municipales de Basse-Terre s'annoncent riches de suspens. André Atallah s'attaque à la solide et quasi inamovible Lucette Michaux-Chevry qui compte sur une victoire pour placer sa fille, Marie-Luce Penchard, en pole position. Plusieurs rumeurs ont d'ailleurs couru sur cette élection, murmurant une - improbable - candidature de Victorin Lurel. Au Lamentin, José Toribio dont le mandat fut loin d'être un fleuve tranquille affrontera un Jocelyn Sapotille muni d'un solide réseau et d'un bel appui du parti socialiste. Au-dessus de ce face-à-face plane le report des voix des électeurs de Reinette Julliard, mise sur le banc de touche judiciairement puisque privée de ses droits civiques.

Embrouille totale à Sainte-Rose

Richard Yacou, se bat à contre-courant. trois sérieux challengers se dressent face à lui. D'abord son ancien premier adjoint qui a fait sécession et qui ne manquera pas de lui nuire. Ensuite vient Adrien baron même s'il a subi quelques avaries. Après avoir obtenu les faveurs du parti socialiste, il a été désavoué par le secrétaire fédéral du parti Max Mathiasin officiellement en raison d'un imbroglio dans les inscriptions, mais surtout à cause d'un deal passé avec Claudine bajazet finalement nommée candidate du PS, sans pourtant y être inscrite. Il compte sur son nom et son lien avec Claudomir bajazet pour attirer des électeurs. un pari risqué sachant que les reports de votes reposant sur un simple nom sont loin d'être automatiques. À Goyave, Rémi Senneville est parti sur les traces de Freddy Louisy armé d'un solide réseau.

Feuilleton à rebondissement à Pointe-Noire

La brouille entre Félix Desplan et Christian Jean-Charles a donné lieu à de nombreux rebondissements en commençant par la nomination de tony Sinivassin au poste de Maire après le retrait de Félix Desplan. un dauphin qui quelques mois après, est impliqué dans une tentative de corruption à l'encontre de l'ancien maire Claude Guillaume. Il aurait tenté de payer sa

neutralité par une Mercedes et la coquette somme de 20 000 euros. L'ex-magistrat loin de mettre les mains dans le pot de confiture, a déposé une plainte contre Sinivassin pour tentative de corruption. une affaire très risquée pour un maire non élu, pas très connu, si près de l'échéance municipale. À ces habituelles passes d'armes vient se greffer la nécessité de constituer des conseils communautaires dont les membres seront élus en même temps que le conseil municipal. une donne nouvelle qui ne manquera pas de modifier sérieusement les alliances. Reste Petit-Canal où Florent Mittel aura fort à faire pour repousser les ardeurs de blaise Mornal, Port-Louis où c'est toujours la bouteille à encre. La municipalité sortante n'ayant toujours pas constitué l'équipe qui doit affronter Jean-Marie. Hubert. Le maire sortant Jean barfleur ayant décidé de ne plus se présenter.

| 2014 : année absolument politique

La France n'a certes pas connu d'élections (en dehors de quelques législatives ou régionales partielles) en 2013 mais beaucoup de tensions politiques. Celles-ci ont d'ailleurs permis de dessiner une tendance à court terme qui reste à confirmer : à savoir la montée en puissance du Front National. 2014 sera donc plus politique que 2013 puisque deux élections auront lieu : les municipales en mars, et les Européennes en mai. Le scrutin municipal sonnera comme un baromètre politique. Toutefois, il y aura de multiples interprétations des résultats qui seront liés à la fois au contexte local et au contexte national. L'échec de la politique de François Hollande, symbolisé par sa chute de popularité historique ou la mobilisation majeure contre la loi Taubira, le désaveu de l'action du premier ministre, les déchirements de la droite, les errements de l'extrême gauche, les tergiversations des verts, la montée des mouvements citoyens issus de la société civile, la grogne fiscale mais aussi sociale ; autant de catalyseurs potentiels de votes contestataires mais aussi d'abstention. Les thèmes phares de la campagne sont déjà sur le terrain. Des matches qui s'annoncent (sous forme de triangulaires le plus souvent) : il s'agit de l'immigration, de la sécurité, et de la fiscalité. En tout cas l'opposition au gouvernement socialiste et donc au PS est de fait multiple et historique : FN, UMP, UDI-MODEM, Front de Gauche, et même une partie du PS (très à gauche). L'accentuation de la nature libérale de la politique du Président

de la République, incarnée par son appel au pacte de responsabilité lors de ses vœux (moins de fiscalités pour les entreprises contre plus d'emploi) ne va pas arranger les choses, surtout à gauche. Les Français devront ensuite également répondre à une autre consultation électorale, beaucoup moins intéressante à leurs yeux celle-là, à savoir celle qui les amènera à choisir les députés au Parlement européen. Ce scrutin concernera d'ailleurs les vingt-huit États membres de l'UE (y compris la Croatie, qui en fait partie depuis juillet dernier). Cette élection sera aussi un moyen de sanctionner éventuellement une politique gouvernementale décriée et de changer la couleur politique de la représentation de la France en Europe. En outre, 2014 pourrait marquer la montée des populismes et autres partis eurosceptiques, souverainistes voire nationalistes en Europe ; ce qui freinera un peu plus son fonctionnement et accentuera son manque de dynamisme notoire. En réalité, l'enjeu de ces élections est de voir le vote se transformer d'un outil de direction politique en une arme de dissuasion politique. Ajoutons que la politique sera aussi présente au niveau mondial dans le cadre de multiples élections sensibles telles que l'élection présidentielle en Centrafrique, les référendums pour l'indépendance de l'Écosse et de la Nouvelle Calédonie. Enfin, au niveau local, la guerre pour le futur leadership régional entre le GUSR et le PS débutera avec les municipales qui quoi qu'on en dise impacteront certainement la cartographie politique guadeloupéenne.

| Décret carburants, ça roule

2013 s'est bien terminé pour Victorin Lurel, avec la publication au journal officiel de son décret (trois décrets, en fait) carburants. Le 31 décembre avant la fin de l'année comme promis ! Le gouvernement n'a donc pas cédé aux multiples pressions des pétroliers, gardant un " cap bienveillant mais ferme " selon l'expression du ministre, qui s'est démené comme un beau diable devant le Parlement (et les médias). Il est vrai aussi que les parlementaires ultramarins, 13 d'entre eux en tout cas, ont fait bloc derrière lui. Le ministre a le triomphe modeste (ou alors il craint une nouvelle grève des pompistes ?) : il consulte cette semaine les acteurs de la filière pour étudier leurs propositions sur les projets d'arrêtés de méthode

| L'agriculture cale au démarrage

Le projet de loi d'avenir pour l'agriculture est examiné en ce moment à l'Assemblée, volet outre-mer y compris. Hélène Vainqueur Christophe, rapporteur, est à la manœuvre. La délégation à l'outre-mer a formulé de nombreux amendements et propositions. Normalement, le vote aura lieu le 14 janvier, mais ça a mal commencé, avec une motion de rejet déposée par l'opposition.

| Embouteillages de rentrée

On espère que les parlementaires ont bien profité des fêtes parce que la session ordinaire (qui sera suspendue cinq semaines à compter du 28 février pour cause de municipales) est chargée : neuf textes à examiner en huit semaines. Et encore, il a fallu faire des choix, évidemment très politiques en cette période préélectorale : il s'agit de traiter les sujets qui concernent de près la population et ceux qui sont supposés être importants pour l'électorat de gauche. Au menu, l'agriculture donc, et la consommation, le non-cumul des mandats, le logement et urbanisme vous pensiez que c'était déjà adopté ? Eh bien non, pas encore), la ville et la cohésion urbaine, le développement et la solidarité internationale, le commerce et l'artisanat (y compris les auto-entrepreneurs), le détachement des travailleurs (suite au fameux compromis européen de décembre). Et la formation professionnelle qui en tant qu'arme antichômage bénéficiera d'une " procédure accélérée ". Les parlementaires commencent chaque séance en criant à l'indigestion.

| Et un raton laveur

Cela dit, ils se mettent aussi la pression tout seuls dans les commissions : rien que ces jours-ci il y sera question de tout et n'importe quoi, les transporteurs aériens, les langues régionales, la diffusion de la culture scientifique, le matériel de reproduction des végétaux etc etc. Et aussi de la réduction de l'activité des moniteurs de ski, mais ça, pour la Guadeloupe...

L'université c'est comme vous voulez

Avant de partir en vacances, Gabrielle Louis Carabin, déjà bonne élève, a encore amélioré son score, avec une bonne quinzaine d'amendements adoptés pour améliorer le texte sur l'égalité hommes femmes. En revanche ceux d'Ary Chalus sur la loi de finances ont fait un flop, mais il obtenu une réponse à son interpellation sur l'université. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche indique que l'autonomie de l'UAG sera renforcée par une ordonnance à ratifier d'ici l'été, avec maintien du budget et des postes. Les élus sont invités à " définir ensemble une stratégie de développement pour les composantes Antilles ". L " État stratège " " accompagnera " (on ne voit pas trop en quoi il est stratège, là). Ce n'est pas un peu ce qui s'appelle botter en touche ?